

ARRETE N°AP-2024-0041

**REGLEMENTANT LE SENS DE CIRCULATION
DE LA PLACE ALBERT 1ER**

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Route, et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.412-28 ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Vu l'arrêté du 18 décembre 1953 portant diverses dispositions relatives au sens unique de la rue Barthou et de la place Albert 1^{er}, ainsi qu'au stationnement sur plusieurs portions de voies ;
Considérant qu'il y a lieu d'abroger l'arrêté du 18 décembre 1953 ;
Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics de réglementer le sens de circulation de la Place Albert 1^{er} ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – L'arrêté du 18 décembre 1953 portant diverses dispositions relatives au sens unique de la rue Barthou et de la place Albert 1^{er}, ainsi qu'au stationnement sur plusieurs portions de voies, est abrogé ;

ARTICLE 2 – La place Albert 1^{er} est régie par un sens unique de circulation débutant à l'intersection de la rue d'Orléans en vis à vis de la rue Mourot, jusqu'à l'intersection formée par la rue d'Orléans et en vis à vis, la rue Faget de Baure.

ARTICLE 3 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 – Tout arrêté antérieur réglementant le sens de circulation et le régime de priorité de la place Albert 1^{er} est abrogé.

ARTICLE 5 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 5 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

04 AVR. 2024

Pau, le


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire